

À la Une > Politique

> "La décentralisation a conduit à une hausse des emplois territoriaux": spécialiste des finances publiques, François Ecalte décrypte la situation budgétaire de la France

cm Article réservé aux abonnés

"La décentralisation a conduit à une hausse des emplois territoriaux": spécialiste des finances publiques, François Ecalte décrypte la situation budgétaire de la France

Par **Julian Mattei** jumattei@corsematin.com

Publié le 10/10/24 à 08:00 - Mis à jour le 10/10/24 à 09:06

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12



François Ecalte, ancien conseiller maître à la Cour des comptes.

Document Corse-Matin

Conseiller maître honoraire à la Cour des comptes, le fondateur du site Fipeco, spécialisé dans l'analyse des finances publiques, fait figure de référence sur le budget de l'État. À l'heure où l'examen du projet de loi de finances 2025 va s'ouvrir devant le Parlement dans un contexte explosif autour du déficit public, cet ancien de Bercy décrypte les enjeux.

Notre dossier :

1. "La décentralisation a conduit à une hausse des emplois territoriaux": spécialiste des finances publiques, François Ecalte décrypte la situation budgétaire de la France

2. Dépenses publiques : les collectivités locales vent debout face au tour de vis

À quel point le nouveau dérapage du déficit, à 5,6 % du PIB, est-il alarmant ?

La problématique n'est pas tant de respecter un objectif de déficit que de donner une trajectoire d'évolution des dépenses et de s'y tenir. Il n'y a pas d'urgence, en réalité. En tout cas immédiate. Le risque, lorsqu'on s'endette un peu trop, c'est que les créanciers de l'État s'inquiètent de ne pas être remboursés et relèvent les taux d'intérêt brutalement, ce qui peut provoquer une crise. Nous n'en sommes pas là.

À quel point le nouveau dérapage du déficit, à 5,6 % du PIB, est-il alarmant ?

La problématique n'est pas tant de respecter un objectif de déficit que de donner une trajectoire d'évolution des dépenses et de s'y tenir. Il n'y a pas d'urgence, en réalité. En tout cas immédiate. Le risque, lorsqu'on s'endette un peu trop, c'est que les créanciers de l'État s'inquiètent de ne pas être remboursés et relèvent les taux d'intérêt brutalement, ce qui peut provoquer une crise. Nous n'en sommes pas là.

Il y aura des conséquences concrètes, pour tout le monde, le jour où nos créanciers s'affoleront. La Banque centrale européenne nous demandera alors des efforts brutaux comme ceux qui ont été demandés à la Grèce, à l'Italie ou au Portugal en 2011-2012.

Le gouvernement promet un effort colossal de 60 milliards d'euros, les 2/3 d'économies et le reste de recettes supplémentaires. Cet objectif est-il réalisable dans le contexte politique actuel, sans majorité au Parlement ?

L'incertitude politique n'est pas propice à la réduction des dépenses. Le gouvernement aura sans doute du mal à faire passer ces mesures au Parlement. S'il est relativement simple d'augmenter les impôts sur les sociétés, il est plus difficile de faire des économies, notamment à hauteur de 40 milliards. Dans le contexte politique et social actuel, cette ambition peut se heurter à des levées de boucliers. Nous avons déjà vu cela dans le passé.

